**Janssen-Ortho Inc. and Daiichi
Pharmaceutical Co. Applicants**

v.

**Novopharm Ltd. and Minister of
Health Respondents**

**INDEXED AS: JANSSEN-ORTHO INC. v.
NOVOPHARM LTD.**

Neutral citation: 2005 SCC 33.

File No.: 30900.

2005: May 25.

Present: LeBel J.

MOTION TO EXTEND THE TIME IN WHICH TO
SERVE AND FILE THE APPLICATION FOR LEAVE

*Practice — Supreme Court of Canada — Motion to
extend time to file application for leave to appeal — Lack
of diligence to file application — Motion dismissed.*

MOTION to extend the time in which to serve
and file the application for leave to appeal. Motion
dismissed.

Written submissions by *Neil R. Belmore, Ken
Clark, Michael E. Charles, Christine M. Pallotta*
and *Noel Courage*, for the applicants.

Written submissions by *Diane E. Cornish* and
David W. Aitken, for the respondent Novopharm
Ltd.

The following order was delivered by

¹ LEBEL J. — The applicants, Janssen-Ortho Inc.
and Daiichi Pharmaceutical Co. Ltd., applied on
April 22, 2005 for an order extending the time to
serve and file an application for leave to appeal from
a judgment rendered by Richard C.J. of the Federal
Court of Appeal on January 4, 2005 (2005 FCA
2), dismissing an application for a stay of a judg-
ment of Mosley J. of the Federal Court rendered on
November 19, 2004 ((2004), 35 C.P.R. (4th) 353,

**Janssen-Ortho Inc. et Daiichi
Pharmaceutical Co. Requérantes**

c.

**Novopharm Ltd. et ministre
de la Santé Intimés**

**RÉPERTORIÉ : JANSSEN-ORTHO INC. c.
NOVOPHARM LTD.**

Référence neutre : 2005 CSC 33.

N° du greffe : 30900.

2005 : 25 mai.

Présent : Le juge LeBel.

REQUÊTE EN PROROGATION DU DÉLAI DE
SIGNIFICATION ET DE DÉPÔT DE LA DEMANDE
D'AUTORISATION D'APPEL

*Pratique — Cour suprême du Canada — Requête en
prorogation du délai pour déposer la demande d'autori-
sation d'appel — Manque de diligence pour déposer la
demande — Requête rejetée.*

REQUÊTE en prorogation du délai de significa-
tion et de dépôt de la demande d'autorisation d'ap-
pel. Requête rejetée.

Argumentation écrite par *Neil R. Belmore, Ken
Clark, Michael E. Charles, Christine M. Pallotta* et
Noel Courage, pour les requérantes.

Argumentation écrite par *Diane E. Cornish* et
David W. Aitken, pour l'intimée Novopharm Ltd.

Version française de l'ordonnance rendue par

LE JUGE LEBEL — Le 22 avril 2005, les requé-
rantes, Janssen-Ortho Inc. et Daiichi Pharmaceutical
Co. Ltd., ont demandé une ordonnance prorogeant le
délai imparti pour signifier et déposer une demande
d'autorisation d'appel à l'égard d'un jugement du
juge en chef Richard de la Cour d'appel fédérale,
daté du 4 janvier 2005 (2005 FCA 2), qui rejetait
une demande de sursis à l'exécution d'un juge-
ment du juge Mosley de la Cour fédérale rendu le

2004 FC 1631); and from a judgment of the Federal Court of Appeal rendered on January 6, 2005 (2005 FCA 6), dismissing the appeal from the judgment of Mosley J. as moot. The judgment of Mosley J. had dismissed an application to prohibit the Minister of Health from issuing a notice of compliance to the respondent Novopharm Ltd. under the *Patented Medicines (Notice of Compliance) Regulations*, SOR/93-133. After the judgment of Mosley J., the Minister issued a notice of compliance. The applicants filed a notice of appeal from the judgment of Mosley J., and attempted to stay that judgment and quash the notice of compliance in the Federal Court of Appeal.

The deadline for filing an application for leave to appeal was March 7, 2005. From the record of the application, it appears that the applicants gave no indication until March 7, 2005, of their intention to seek leave to appeal. Then, on the last day of the 60-day period, they sent a letter to each of the respondents, Novopharm Ltd. and the Minister of Health, seeking their consent. Consent was refused by the respondent Novopharm, while the Minister took no position. Nevertheless, the applicants did not file their application for leave to appeal and for an extension of time until April 22, 2005, 106 days after the judgment of the Federal Court of Appeal.

The grounds for an extension of time are that our Court rendered two decisions dismissing applications for leave to appeal on January 20 and 27, 2005, in cases raising similar issues and that the applicants needed more time to consider the implications of these decisions, as well as relevant case law. No other explanation is offered for this apparent lack of diligence.

Absent other and better grounds for the delay, our Court should not entertain such an application in a matter that was mainly procedural and in which one would expect that the relevant issues and case law should have been considered and

19 novembre 2004 ((2004), 35 C.P.R. (4th) 353, 2004 FC 1631); ainsi qu'à l'égard du jugement de la Cour d'appel fédérale, rendu le 6 janvier 2005 (2005 FCA 6), qui rejetait pour cause d'absence d'intérêt pratique l'appel formé contre le jugement du juge Mosley. Ce dernier avait rejeté une requête visant à interdire au ministre de la Santé de délivrer un avis de conformité à l'intimée Novopharm Ltd. en vertu du *Règlement sur les médicaments brevetés (avis de conformité)*, DORS/93-133. Après le jugement du juge Mosley, le ministre a délivré un avis de conformité. Les requérantes ont déposé un avis d'appel à l'égard du jugement du juge Mosley et demandé à la Cour d'appel fédérale de surseoir à l'exécution de ce jugement et d'annuler l'avis de conformité.

2
La date limite pour le dépôt d'une demande d'autorisation d'appel était le 7 mars 2005. Il appert du dossier de la demande que les requérantes n'ont, avant cette date, donné aucune indication de leur intention de présenter une telle demande. Puis, le dernier jour du délai de 60 jours, elles ont envoyé à chacun des intimés, Novopharm Ltd. et le ministre de la Santé, une lettre dans laquelle elles sollicitaient leur consentement. L'intimée Novopharm a refusé de donner son consentement, tandis que le ministre ne s'est pas prononcé à ce sujet. Les requérantes n'ont cependant déposé leur demande d'autorisation d'appel et de prorogation de délai que le 22 avril 2005, soit 106 jours après l'arrêt de la Cour d'appel fédérale.

3
Les moyens invoqués au soutien de la requête en prorogation de délai sont les suivants : notre Cour a, les 20 et 27 janvier 2005, rendu deux décisions rejetant des demandes d'autorisation d'appel dans des instances soulevant des questions similaires; les requérantes avaient besoin de plus de temps pour étudier les implications de ces décisions ainsi que la jurisprudence pertinente. Aucune autre explication n'a été présentée pour justifier ce manque de diligence apparent.

4
En l'absence d'autres raisons plus solides justifiant le retard à agir, notre Cour ne devrait pas accueillir favorablement une telle requête, dans une affaire qui était principalement de nature procédurale et dans laquelle on peut s'attendre à ce que les

scrutinized in the courts below. Time limits should mean something. Valid reasons should be given to explain the delay. Our Court must be flexible and fair. Fairness is owed not only to applicants but also to respondents who may very well be significantly inconvenienced by undue or unexplained delays.

5

For these reasons, the application for an extension of time is dismissed with costs.

Motion dismissed with costs.

*Solicitors for the applicant Janssen-Ortho Inc.:
Gowling Lafleur Henderson, Toronto.*

Solicitors for the applicant Daiichi Pharmaceutical Co.: Bereskin & Parr, Toronto.

*Solicitors for the respondent Novopharm Ltd.:
Osler, Hoskin & Harcourt, Ottawa.*

*Solicitor for the respondent the Minister of
Health: Department of Justice, Ottawa.*

questions et la jurisprudence pertinentes ont été prises en considération et examinées en profondeur par les juridictions inférieures. Les délais doivent avoir une signification. Des raisons valables devraient être données pour expliquer le retard à agir. Notre Cour doit faire preuve de souplesse et d'équité. Les requérantes ne sont pas les seules à avoir droit à l'équité; les intimés y ont droit eux aussi, puisqu'ils pourraient très bien subir des inconvénients sérieux du fait de délais abusifs ou inexpliqués.

Pour ces motifs, la requête en prorogation de délai est rejetée avec dépens.

Requête rejetée avec dépens.

Procureurs de la requérante Janssen-Ortho Inc. : Gowling Lafleur Henderson, Toronto.

Procureurs de la requérante Daiichi Pharmaceutical Co. : Bereskin & Parr, Toronto.

Procureurs de l'intimée Novopharm Ltd. : Osler, Hoskin & Harcourt, Ottawa.

*Procureur de l'intimé le ministre de la Santé :
Ministère de la Justice, Ottawa.*